



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le

05 DEC. 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n° PAIC-2024-0099 du 05/12/24
portant enregistrement d'une déchetterie exploitée par la Communauté de
communes Pays du Mont-Blanc sur la commune de Sallanches (74700)
(Siret : 20003488200015)**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M.Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande d'enregistrement déposée par la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc le 10 juillet 2024, relative à la réhabilitation et l'extension de la déchetterie située 640 route de Blancheville sur la commune de Sallanches (74 700) ;

VU le dossier technique annexé à la demande du 10 juillet 2024 précitée, notamment les plans du site, les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC-2024-0059 du 31 juillet 2024, prescrivant l'ouverture d'une consultation du public du 2 septembre au 2 octobre 2024 inclus ;

VU l'absence d'avis du conseil municipal de Sallanches dans le cadre de la procédure d'enregistrement ;

VU l'absence de remarque lors de la consultation du public ;

VU le rapport de l’inspection des installations classées en date du 18 octobre 2024 et le projet d’arrêté transmis à l’exploitant le 18 octobre 2024 dans le cadre de la phase contradictoire ;

VU l’absence d’observations de l’exploitant à l’issue de la phase contradictoire engagée le 18 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande d’enregistrement contient la justification du respect des prescriptions de l’arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l’article L.511-1 du code de l’environnement ;

CONSIDÉRANT que l’instruction de la demande ne fait pas apparaître la nécessité d’un basculement vers la procédure d’autorisation ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Exploitant, péremption

Les installations de collecte de déchets non dangereux apportés par les producteurs initiaux, exploitées par la Communauté de communes Pays du Mont-Blanc, ci-après désignée « l’exploitant », dont le siège social est situé 648 rue des Prés Caton sur la commune de Passy (74190), faisant l’objet de la demande susvisée du 10 juillet, est enregistrée.

Cette installation est située au 640 route de Blancheville sur le territoire de la commune de Sallanches (74700).

Les activités objet de l’enregistrement sont détaillées à l’article 2 du présent arrêté.

L’arrêté d’enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, les installations n’ont pas été mises en service sous un délai de trois ans ou si leur exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives.

Article 2 : Liste des installations concernées par l’enregistrement au titre d’une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les activités exercées relèvent du régime de l’enregistrement prévu à l’article L.512-7 du code de l’environnement au titre de la rubrique détaillée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
ICPE : 2710-2a	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux : a) Supérieure ou égale à 300 m³	Volume maximal de déchets susceptible d’être présent sur le site : 506 m³.	E

Régime : E (enregistrement)

Article 3 : Situation de l’établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Section cadastrale	N° parcelles
Sallanches	251 E	619, 621, 624 et 2254

Les installations mentionnées à l’article 2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l’établissement tenu à jour et en permanence à la disposition de l’inspection des installations classées.

Article 4 : Conformité au dossier d'enregistrement

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 5 : Arrêté ministériel de prescriptions générales

Les installations susvisées respectent les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6 : Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage industriel au sens du point 1 du I de l'article D.556-1-A du code de l'environnement.

Article 7 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc.

Article 9 : Publicité

Un extrait du présent arrêté énumérant les motifs qui ont fondé la délivrance de l'autorisation ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera :

- affiché à la mairie de Sallanches pendant une durée minimale de quatre semaines,
- publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie,
- affiché en permanence, de façon lisible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement.

Article 10 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté sera notifié à la Communauté de communes Pays du Mont-Blanc.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Grenoble) par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr/> dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera transmise au maire de Sallanches.

Pour le préfet,
Le Secrétaire général,

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several sweeping strokes, positioned over the printed name.

David-Anthony DELAVOËT